

"Je suis désolé de dire cela, mais la Suisse ne put pas négocier avec le virus"

Autor(en): **Wenger, Susanne / Schneider, Peter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **48 (2021)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1052015>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Je suis désolé de dire cela, mais la Suisse ne peut pas négocier avec le virus»

La pandémie de coronavirus tourmente le monde depuis un an. Comment la Suisse l'a-t-elle gérée? Nous avons posé la question au psychanalyste Peter Schneider. Plusieurs thèmes ont été abordés sur son divan.



INTERVIEW: SUSANNE WENGER

Nous nous sommes entretenus avec le très occupé Peter Schneider par appel vidéo un dimanche de février. La Suisse traversait alors son deuxième confinement national. Depuis la mi-janvier, restaurants, magasins, lieux culturels et de divertissement étaient fermés. Auparavant, le gouvernement avait hésité pendant des mois à ordonner un nouveau confinement, et celui-ci s'avérait moins strict que dans les pays voisins. Les stations de ski et les remontées mécaniques restaient ouvertes, y compris pour les touristes. Parallèlement, la plus grande campagne de vaccination que le pays ait jamais connue avait débuté. Le nombre de cas diminuait, mais ceux dus aux mutations du virus augmentaient, ce qui inquiétait les autorités. Des forces de droite au Parlement réclamaient tout de même la fin du confinement et tentaient de confisquer la gestion de la crise au gouvernement. Jusqu'en février, on avait enregistré près de 9000 décès dus au Covid-19, la plupart pendant la deuxième vague. Peter Schneider (63 ans) est psychanalyste à Zurich, enseignant à l'université, écrivain, satiriste et chroniqueur: c'est une voix connue et percutante en Suisse alémanique. Pendant l'interview, il fumait un cigare.

Peter Schneider nous parle de l'approche suisse de la lutte contre la pandémie: «Nous avons certainement vu là les plus mauvais côtés du fédéralisme, mais il n'est pas la cause de tous les problèmes.»

Photo Ursula Markus

«La première vague avait encore quelque chose de l'ambiance d'un camp scout.»

Revue Suisse: Monsieur Schneider, comment allez-vous près d'un an après le début de la pandémie?

Peter Schneider: Pas particulièrement mal, mais c'est surtout une question de chance. Des conférences et des lectures ont été annulées et j'ai donné des cours à distance, cependant je n'en ai pas trop souffert dans le sens où cela m'a épargné bon nombre de déplacements fatigants. Au cabinet, l'activité a continué comme avant, et j'ai pu écrire comme je le voulais. Les restrictions ne me touchent pas tellement, car je ne suis pas souvent hors de chez moi en temps normal non plus.

Et comment va la Suisse?

On ne peut parler de «la Suisse» en général. Ma situation n'est pas la même que celle des gens qui sont au chômage partiel, ont perdu leur emploi ou craignent pour la survie de leur entreprise. Eux, bien sûr, ne se portent pas aussi bien que moi. Je ne veux pas dire que le pays est divisé entre gens heureux et malheureux, mais on ne peut pas tabler sur un «nous» homogène. Il faut analyser qui va mal et pour quelles raisons.

La Suisse a réussi à maîtriser la première vague de la pandémie, mais lors de la deuxième, elle est devenue un des foyers de contamination majeurs d'Europe. Cela a surpris beaucoup de monde. Vous aussi?

Je dois dire que oui. Le confinement de la première vague avait encore quelque chose de l'ambiance d'un camp scout. Le journal télévisé parlait des applaudissements en faveur du personnel soignant, des concerts don-

nés sur les balcons. C'était un peu l'aventure, surtout dans un pays comme le nôtre. On suivait les conférences de presse du Conseil fédéral et on se sentait entre de bonnes mains. Par la suite, une bonne partie des choses que la population avait apprécées dans cette gestion tranquille de la pandémie ont cependant été réduites à néant.

Comment cela s'est-il produit?

Bien des choses se sont mal passées. Il est apparu que de graves erreurs avaient été commises dès la première vague. Les autorités avaient mis en doute l'efficacité des masques de protection, mais il s'agissait d'un mensonge dû au fait que le pays n'en possédait pas assez. À partir de l'été, on a senti qu'un lobbying très virulent parvenait à faire son chemin contre le bon sens épidémiologique. Il y a eu trop peu de tests, des données lacunaires sur les lieux de contamination, des querelles politiques. Aujourd'hui, les gens sont mécontents, non seulement en raison des nombreuses restrictions qu'ils doivent respecter, mais aussi à cause de ce manque de repères. Je crois que la confiance a été en grande partie rompue.

Un système de soins d'excellente qualité, un pays stable, une prospérité généralisée:

la Suisse réunit de bonnes conditions pour lutter contre une pandémie.

Oui, et pendant le premier confinement, j'ai pensé: voilà, une fois de plus, la Suisse est un îlot de félicité, ce qui est injuste, certes, mais rassurant. Puis, j'ai été très surpris. Je défends souvent la Suisse lorsque j'entends des critiques sur la situation du pays, car un certain nombre de reproches sont superficiels et dénotent une méconnaissance des mécanismes politiques. Dans le cas de la pandémie, je ne peux toutefois pas m'opposer aux critiques.

Pourquoi la Suisse a-t-elle connu tant de difficultés par moments?

Je ne le comprends pas tout à fait non plus. Nous avons certainement vu là les plus mauvais côtés du fédéralisme, mais il n'est pas la cause de tous les problèmes. La majorité politique a entonné le mantra de la responsabilité individuelle dans un domaine où cela n'a aucun sens. La lutte contre la pandémie est une tâche publique. Lorsque je roule de Zurich à Berne, je ne dois pas aplanir ma route moi-même.

Le Conseil fédéral a tenté de trouver une voie suisse pour gérer la pandémie. N'est-ce pas légitime?

Bon nombre de voies suisses me plaisent, même si je ne suis pas satisfait du résultat politique à la fin. Le système fait qu'au moins, les décisions reposent sur un large consensus. Dans une pandémie non plus, tout n'est pas qu'affaire de nécessité: elle est traversée par des questions politiques. Mais de là à penser qu'on peut négocier avec un virus d'une façon spécifiquement

«Les gens sont mécontents, non seulement en raison des nombreuses restrictions, mais aussi à cause du manque de repères.»

suisse... Je suis désolé de dire cela, mais la Suisse ne peut pas négocier avec le virus.

A-t-on placé les intérêts économiques au-dessus de la protection des vies humaines, comme certains l'affirment? La pandémie révèle-t-elle un problème de valeurs?

Pour moi, opposer l'économie à la vie des gens est déjà une énigme. L'économie prospère-t-elle quand il y a un grand nombre de malades et quand le nombre de décès s'envole? L'économie n'est pas un univers parallèle dans lequel d'autres lois s'appliquent. Aujourd'hui à nouveau, certains réexigent une réouverture rapide. J'en ai assez d'entendre toujours les mêmes arguments contre des faits empiriques. C'est en cela que le coronavirus me fatigue.

Il me semble qu'une partie du pays et certains politiciens se sont transformés en adolescents geignards à qui il faut faire la leçon soir après soir: non, tu ne prends pas ma voiture pour sortir. On a parfois envie de leur dire: O.K., bois autant que tu veux, voici la clé de la voiture, tu verras bien où ça te mènera.

Pendant longtemps, l'ampleur des décès dus au Covid-19 n'a pas semblé préoccuper grand monde. Comment l'expliquez-vous?

On n'a pris conscience que petit à petit que les EMS étaient des pièges mortels. C'est le discours cynique qui s'est alors mis en place que j'ai trouvé grave. Certains philosophes nous ont fait savoir, par les médias, qu'en fin de compte chaque être humain est mortel. On a invité les personnes âgées à

prendre des directives anticipées afin de ne pas devoir en arriver au tri pour les admissions en soins intensifs. On leur disait: qui veut vivre la torture d'être intubé? Mieux vaut mourir paisiblement du coronavirus. Du reste, j'ai moi-même cédé à la pression en prenant des directives anticipées.

Peut-on vous demander ce qu'elles contiennent?

Elles indiquent que je veux être maintenu en vie par tous les moyens et que je refuse d'être traité par du personnel atteint du Covid-19. Il est vrai que cela ne fait pas de mal de penser à sa propre mortalité de temps en temps. Mais là, c'était uniquement dû au fait scandaleux qu'on n'avait pas pris de mesures efficaces à temps pour prévenir une deuxième vague. On pensait que la population n'accepterait pas un deuxième confinement. Pourtant, le premier n'avait pas provoqué de désolidarisation. Personne n'a affirmé que le Covid-19 ne mettait en danger que les vieux et les gros fumeurs, et qu'on n'en n'avait donc rien à faire. Puis, à l'approche de Noël, le débat sur la mortalité a basculé. Tout le monde voulait tout à coup pouvoir serrer ses grands-parents dans ses bras, or c'était impossible. Les journaux ne parlaient

que de cela. Un sentimentalisme sans précédent.

La Suisse n'a pas été à la hauteur des attentes dans la lutte contre la pandémie. Quel impact cela a-t-il sur l'image que nous nous faisons de notre propre pays, dans lequel tout fonctionne toujours bien?

Un impact limité, sans doute. Ceux qui se sentent supérieurs n'en sont probablement pas affectés. Ils pensent plutôt que des compromis nous auraient empêchés de suivre la bonne voie suisse. Et les autres n'ont vraisemblablement pas une image aussi idéalisée de la Suisse au point de tomber des nues à présent. Cela dit, il se pourrait que la confiance perdue soit difficile à rétablir dans les futures situations de crise. Car d'autres pandémies suivront.

Cette crise du siècle transformera-t-elle le vivre ensemble en Suisse?

Non. La pandémie et ses sujets connexes offrent tellement de matière que cela amène de l'eau à tous les moulins et que tout le monde pense avoir opté pour la bonne attitude. Tout au plus les institutions en tireront des enseignements, par exemple pour le développement d'une meilleure application d'alerte. Cela dit, la déception de voir qu'il n'y a pas eu de glorieuse voie suisse ne doit pas non plus nous faire basculer dans l'auto-affliction, une tendance que j'observe parfois. Certes, la Suisse n'a pas brillé au cœur de la pandémie. Mais à côté de cela, beaucoup de choses fonctionnent très bien. Et d'autres pays qui ont fait mieux par moments ont également failli lors d'une deuxième ou troisième vague. Il faut avoir l'honnêteté de le dire.

Tous les articles de la «Revue Suisse» sur la pandémie de coronavirus ont été réunis dans un dossier consultable sur www.revue.ch. Lien direct vers le dossier: revue.link/covid